



## Fâchés avec les chiffres ! LIMINAIRE DE VOS ÉLUS SNJ

**Pour la première réunion du CSE central il y a quelques semaines, nous apprenions qu'une nouvelle baisse de budget pour l'audiovisuel public avait été imposée in extremis par le gouvernement. Un nouveau coup de rabot finalement évalué à 15 millions d'euros.**

Le projet de budget 2026 pour France Télévisions expliqué en commission économies et structures du CSEC était déjà caduque.

Des économies sur tout : les salariés du Réseau qui les subissent depuis 12 ans y sont presque résignés ! Mais pas sur n'importe quoi !

Au dernier CSE, nous avons déjà dénoncé les refus de remboursements aux CDD de frais de repas dans lesquels on leur précise ce qu'ils doivent manger ou non. Vous n'avez pas répondu à cette injustice. D'autant plus inacceptable lorsqu'on apprend que des encadrants dépassent très allègrement la durée d'un pass mobilité pour la prise en charge de leurs frais. C'est ce qu'on appelle **“tirer le diable par la queue”**.

Parmi les métiers au coeur de la fabrication des JT, plusieurs postes de documentalistes vacants sont gelés juste avant des élections, alors que pour d'autres fonctions ce n'est pas le cas. Décisions zélées de directions régionales ? Ou début d'un plan plus vaste d'économies au détriment de ce métier dans le Réseau ? **“Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras”**.

On apprenait par ailleurs en fin de semaine dernière, la fin du contrat avec le prestataire Eden pour les matinales filmées de Radio France. Nous n'avons, au SNJ, jamais été convaincus de ces matinales radios diffusées à peu de frais. Mais là encore, faire des économies sur les éditeurs visuels est choquant.

Que vont devenir ces 41 journalistes, quand la direction de l'entreprise dit qu'elle ne touchera pas à l'info et à l'emploi ? Il ne leur reste plus qu'à **“garder une poire pour la soif”**.

Enfin, dans certaines régions, on a informé les RP individuellement d'une contrainte inédite dans la prise de leurs journées de délégation : 8 heures au lieu de 7 heures. Ce qui oblige les concernés à planifier une demi-journée de RTT ou de congés pour le 4e jour. Notamment les journalistes. Encore **“un compte d'épicier”** !

Alors oui, nous sommes fâchés avec ces chiffres qui dénaturent les métiers, qui espionnent l'activité des élus et fragilisent davantage les plus précaires. Et ce n'est pas le probable abandon du projet de holding qui va changer grand-chose. Comme le disait le valet d'Harpagon de Molière, un prénommé La Flèche : **“la peste soit de l'avarice et des avaricieux”** !

Paris, le 18 février 2026

